



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Secteur de  
l'éducation

# Réponse éducative de l'UNESCO face au Covid-19

## Notes du Secteur de l'éducation

Note thématique n° 7.2 – Mai 2020



A3family/Shutterstock.com

## Impact anticipé du COVID-19 sur les dépenses publiques d'éducation et implications pour le travail de l'UNESCO

### Introduction

Pour faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation, de nombreux pays prennent des mesures exceptionnelles. Parmi celles-ci on peut citer : la création ou l'extension de plates-formes d'apprentissage à distance (y compris via des médias traditionnels comme la télévision et la radio) ; le réaménagement des examens/évaluations planifiés ; l'adoption de mesure sanitaires supplémentaires dans les écoles (pour celles qui ne sont pas fermées) ; le renforcement de la formation et du soutien aux enseignants ; le soutien apporté aux parents et aux familles. Les ressources supplémentaires imposées par ces mesures peuvent être substantielles quel que soit le pays, mais plus particulièrement dans les pays où les moyens financiers sont limités et les économies fragiles. La fermeture prolongée des écoles dans de nombreux pays met les systèmes éducatifs à rude épreuve dans le monde entier.

Par ailleurs, même si l'on n'en connaît pas encore l'ampleur totale, l'impact économique du COVID-19 devrait excéder celui de la crise financière mondiale de 2008. L'[OCDE](#) estime que l'impact économique initial de la pandémie devrait être l'équivalent d'une chute du PIB annuel pouvant aller jusqu'à deux points par mois d'application de mesures strictes de confinement. Selon les estimations de la [CNUCED](#), les pays en développement devraient être confrontés à un déficit de financement de 2-3 billions de dollars des États-Unis au cours des deux prochaines années. L'[Union africaine](#) estime à 1,5 point la perte moyenne de croissance économique en 2020. La fermeture des écoles a, elle aussi, un impact économique majeur. Selon [une étude](#), par exemple, on estime que la fermeture des écoles et des garderies pendant un mois aux États-Unis coûte 50 milliards de dollars des États-Unis (soit 0,2 % du PIB). La fin de la crise actuelle n'étant pas encore en vue, on anticipe un ralentissement significatif ou une récession de l'économie mondiale. Celle-ci se répercutera sur les recettes publiques de nombreux pays, donc sur les ressources disponibles pour les services sociaux, notamment l'éducation. La récession mondiale aura également des effets sur la demande d'éducation, en particulier dans les pays où les mesures de protection sociale sont limitées et où les familles, confrontées à des difficultés économiques, pourraient considérer insoutenables le coût financier et le coût d'opportunité de l'éducation.

Cette fiche thématique donne un aperçu du travail de l'UNESCO sur le financement de l'éducation pendant et après les situations d'urgence, ainsi que des principaux messages que l'UNESCO peut prendre en considération pour concevoir des interventions au niveau des pays.

## Définir le sujet et les problématiques associées

---

Le coût des mesures supplémentaires prises pour assurer l'apprentissage dans les situations d'urgence peut être substantiel. Certains pays ont la capacité de mobiliser des fonds supplémentaires pour faire face au problème. Par exemple, [la ville de Séoul](#), en République de Corée, a annoncé qu'elle fournirait des ordinateurs portables à 52 000 familles parmi les plus pauvres. Le coût (36 millions de dollars des États-Unis) sera pris en charge par le gouvernement métropolitain de Séoul (40 %), l'administration des services scolaires de Séoul (Seoul Office of Education) (40%) et chacune des municipalités (20 %) de la métropole. Par ailleurs, 1,5 million de dollars des États-Unis devraient être versés pour équiper 1 000 écoles en Wi-Fi. [Samsung](#) fournira pour sa part 15 400 tablettes (d'une valeur de 5 millions de dollars des États-Unis) dans l'ensemble du pays.

Mais de nombreux pays devront faire appel à des ressources extérieures pour faire face à l'urgence dans le secteur de l'éducation. Pour la crise actuelle, l'[UNICEF](#) a besoin à ce jour de 133,6 millions de dollars des États-Unis sur l'année 2020 pour assurer dans les pays qui participent à son programme la continuité de l'accès à l'éducation et la disponibilité des services de protection sociale, de protection de l'enfance et de lutte contre la violence basée sur le genre. Au 15 mai 2020, le Partenariat mondial pour l'éducation a [approuvé 5 bourses COVID-19 pour 60 millions de dollars](#). 38 propositions supplémentaires en cours d'examen pour 424,5 millions pour le mois de mai et d'autres propositions seront étudiées en juin.

Mais une fois les ressources financières mobilisées, les pays peuvent se heurter à d'autres difficultés : celles de parvenir à canaliser de façon rationnelle et efficace les ressources supplémentaires, quand elles ne sont pas alignées sur les priorités nationales existantes, comme les plans sectoriels nationaux de l'éducation et les plans d'urgence du ministère (pour plus de détails, voir la Fiche thématique 2.4 : Planification intégrant la prévention des crises). Il est également important de noter que de nombreux personnels du ministère, enseignants et administrateurs, peuvent être directement ou indirectement touchés par la crise, ce qui diminue la réactivité du système éducatif.

Même sans situation d'urgence, de nombreux pays ont déjà du mal à répondre à la demande d'éducation et d'apprentissage de leurs citoyens. En 2015, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous estimait à 39 milliards de dollars des États-Unis [le déficit de financement](#) pour assurer l'éducation préprimaire, primaire et secondaire pour tous entre 2015 et 2030 dans les pays à faible et très faible revenu. [La Déclaration d'Incheon et son Cadre d'action Éducation 2030](#) encouragent vivement les pays à se conformer aux critères internationaux selon lesquels il convient de consacrer au moins 4-6 % de leur PIB à l'éducation et/ou d'affecter au moins 15-20 % des dépenses publiques à l'éducation. Ils appellent également à une augmentation, à une meilleure coordination et à la pérennisation du financement extérieur de l'éducation. Or, certains pays ne parviennent toujours pas à se conformer pas à ce critère. De nombreux pays en développement et/ou émergents ont du mal à collecter l'impôt et sont confrontés à des arbitrages difficiles pour allouer des crédits aux différents secteurs. Selon les [données de l'ISU](#), 47 pays sur les 141 qui disposent de données pour la période 2014 - 2018, soit un tiers, ne satisfont aucun des critères susmentionnés.

La pandémie actuelle et les difficultés économiques anticipées risquent d'exacerber le manque de moyens financiers pendant plusieurs années et toucheront de façon disproportionnée les pays à faible revenu ainsi que les populations marginalisées dont la demande d'éducation est souvent plus fragile, où l'accès à des ressources supplémentaires est limité et où les coûts d'opportunité sont élevés.

## Leçons tirées des pratiques antérieures et de la crise actuelle

Il ressort des engagements antérieurs de l'UNESCO en matière de financement de l'éducation que l'éducation reste une priorité dans beaucoup de pays, même pendant ou après un choc économique et/ou une situation d'urgence. Après la crise financière mondiale de 2008, l'UNESCO a réalisé [une enquête](#) sur l'impact de la crise sur les dépenses d'éducation. Cette enquête a montré que dans la plupart des 51 pays étudiés, les dépenses d'éducation étaient restées au même niveau après la crise économique. L'aide publique au développement avait été, elle aussi, maintenue.

Mais en même temps, le ralentissement mondial de l'économie a eu un impact négatif sur le financement de l'éducation dans les pays développés comme dans les pays en développement. Selon [l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation](#), **si les gouvernements ont maintenu leur engagement financier en faveur de l'éducation, en pourcentage du PIB, les niveaux absolus de PIB ont subi les effets de la crise financière de 2008, ce qui a diminué les ressources disponibles pour l'éducation.** Ce fut [le cas pour un tiers des pays de l'OCDE](#). L'aide à l'éducation, qui avait progressé régulièrement jusqu'en 2008, a stagné ensuite.

Cela donne à penser que **la crise financière de 2008 pourrait avoir eu des effets négatifs à la fois sur l'équité et la qualité de l'éducation.** Après cette crise, [les salaires des enseignants ont été gelés ou diminués dans 12 pays de l'OCDE sur 25](#). Selon les [études de cas réalisées dans 12 pays par l'UNESCO](#) en 2010, on a constaté que les écoles dans certains pays avaient augmenté les frais d'inscription pour compenser les pertes de ressources et que, parallèlement, un nombre croissant de foyers avaient du mal à faire face à ces frais. Les études ont également montré que si la crise financière de 2008 ne semblait pas avoir eu d'incidence sur les taux de scolarisation, la qualité de l'enseignement et la motivation professionnelle des enseignants, par contre, s'en étaient ressenties.

Le travail effectué par l'IIPE-Pôle de Dakar à la suite de **l'épidémie de maladie à virus Ébola en Afrique a également montré la résilience du financement de l'éducation, tout en révélant certaines difficultés.** En [Guinée](#), entre 2012 et 2015, la croissance économique a ralenti, tout en restant positive. Par ailleurs, l'éducation est devenue une véritable priorité à partir de 2016, après les années d'épidémie de maladie à virus Ébola. La part des dépenses d'éducation, en pourcentage du budget total

de l'État, a bondi de 12,8 % en 2015 à 17,4 % en 2016, tout en restant en dessous de la moyenne des pays d'Afrique de l'Ouest. Par contre, le financement de l'éducation en Sierra Leone a subi plus brutalement les effets de l'épidémie. Entre 2014 et 2015, le PIB a chuté de 20 % en chiffres réels. Les dépenses publiques d'éducation ont reculé de 11,8 % en chiffres réels, alors même que leur part en pourcentage du PIB augmentait, passant de 2,8 % à 3,1 % entre 2014 et 2015. Les dépenses publiques d'éducation en chiffres réels n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2014.

**Ces exemples montrent que, si l'impact de la pandémie peut être ressenti très différemment d'un pays à l'autre, il peut avoir des effets négatifs durables sur les dépenses d'éducation dans la plupart des pays.** Selon [l'article publié par l'IPE sur son blog](#), l'actuelle crise du COVID-19 aura un impact significatif sur le financement de l'éducation à deux niveaux : premièrement, la perte de dépenses d'éducation pendant la durée de la crise, ainsi que le coût additionnel induit ; deuxièmement, la baisse probable des ressources financières disponibles dans le futur pour le secteur de l'éducation. On anticipe également une réaffectation potentielle des ressources domestiques et internationales au profit de la santé, au détriment de l'éducation. L'article de l'IPE affirme également que, **faute de ressources financières pour l'éducation, « les inégalités mondiales d'accès à l'éducation vont se creuser et la crise mondiale de l'apprentissage va être exacerbée »**, freinant les progrès vers l'objectif de développement durable 4, à savoir l'accès de tous à une éducation de qualité.

## Messages clés et conseils pratiques pour élaborer des interventions stratégiques

À court terme, l'UNESCO pourrait mettre l'accent sur l'aide aux États membres pour **élaborer et/ou mettre en œuvre des plans d'urgence nationaux pour l'éducation**. L'UNESCO pourrait revoir les activités déjà planifiées et mobiliser des ressources supplémentaires grâce à diverses sources. Les points suivants méritent une attention particulière :

- Fournir le soutien ou l'aide ciblés pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, en accordant une attention particulière aux questions de genre (par ex., élèves en situation de handicap, élèves de familles pauvres, minorités sociolinguistiques, etc.), afin de limiter le creusement des inégalités et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation.
- Accorder toute l'attention nécessaire au soutien du plein développement des apprenants, notamment leur apprentissage socio-émotionnel et leur bien-être.
- Veiller à ce que les besoins des enseignants et des administrateurs des écoles pendant la crise soient pris en compte dans leur totalité.
- Soutenir l'investissement dans les domaines éducatifs susceptibles d'apporter des bénéfices à long terme et d'impacter les innovations pédagogiques.
- Renforcer les capacités des ministères de l'Éducation à faire face à l'urgence, notamment leur capacité en matière de planification sensible aux questions de genre et prenant en compte la prévention des crises.

*Pour plus de considérations concernant la planification prenant en compte la prévention des crises, voir la Fiche thématique 2.4.*

À moyen et long termes, l'UNESCO pourrait soutenir :

- (1) des évaluations de l'impact du COVID-19 sur le financement de l'éducation à la fois pour les gouvernements et les ménages, en partant du principe que l'éducation est un droit de l'homme fondamental ;

- (2) **le développement de systèmes de financement de l'éducation plus résilients, intégrant un mécanisme de financement des urgences dans le système national de financement de l'éducation** ;
- (3) **la campagne ou l'assistance technique pour financer la transformation des systèmes éducatifs** en s'appuyant sur les leçons tirées et les innovations apparues à la faveur de la crise.

#### Principaux points à prendre en considération :

- Accorder une attention constante à l'investissement/l'aide aux populations marginalisées. De nombreux élèves risquent de ne pas retourner à l'école une fois la crise passée, augmentant ainsi le nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés. Les filles risquent de figurer dans ce groupe de façon disproportionnée, mettant un frein aux progrès réalisés en matière de lutte contre les disparités entre les sexes dans l'éducation.
- Plaider en faveur d'une sanctuarisation du budget de l'éducation, tout en comprenant les besoins financiers concurrents des secteurs sociaux en cours de redressement, en faisant référence aux critères internationaux évoqués plus haut. Il est également important d'encourager vivement les pays donateurs à tenir leurs engagements d'allouer 0,7% de leur PIB à l'aide extérieure, en privilégiant l'éducation comme il est rappelé dans [la Déclaration d'Incheon](#).
- Veiller à ce que le système de financement de l'éducation devienne plus réactif et plus résilient, en prévoyant la possibilité d'accéder rapidement aux fonds en cas d'urgence, et/ou en créant une ligne budgétaire pour les urgences dans le budget du ministère de l'Éducation.
- Améliorer la gestion des données financières pour plus d'efficacité et de transparence.
- Plaider pour un accroissement de l'investissement, pour pouvoir transformer les difficultés en opportunités. Cette crise offre, dans de nombreux pays, l'occasion de transformer la façon dont les services d'éducation sont assurés, en particulier l'apprentissage à distance.
- Faciliter les partenariats public-privé, en prenant les précautions qui s'imposent sur des sujets cruciaux comme l'équité et le caractère confidentiel des données.

## Références clés

---

### **Études, lignes directrices, outils, matériel de formation**

UNESCO. 2010. Impact of the Financial Crisis on Primary Schools, Teachers and Parents (RIVAF). Pulse Lab: New York. <https://www.unglobalpulse.org/project/impact-of-the-financial-crisis-on-primary-schools-teachers-and-parents-rivaf/>

UNESCO. 2009. *L'incidence de la crise sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation : conclusions de l'enquête rapide menée par l'UNESCO*. Paris: UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183667\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183667_fre)

IIEP-UNESCO. 2015. Coûts et financement : Combine cela va-t-il coûter et qui paiera ? Dans *Sécurité, résilience et cohésion sociale : guide pour les planificateurs de l'éducation*, série de six livrets. Paris: IIEP-UNESCO. <http://education4resilience.iiep.unesco.org/fr/planning>

UNESCO. 2015. *Overview of the role of private providers in education in light of the existing*

*international legal framework. Investments in private education: undermining or contributing to the full development of the human right to education?* Paris: UNESCO.

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000243823>

### **Sites web**

UN Global Compact: The Ten Principles of the UN Global Compact

<https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles>

United Nations Systems Chief Executive Board for Coordination: Principles on Personal Data Protection and Privacy <https://www.unsceb.org/privacy-principles>

## **À propos des notes thématiques du Secteur de l'éducation de l'UNESCO**

Les notes thématiques du Secteur de l'éducation de l'UNESCO couvrent des sujets clés liés à la réponse au COVID-19 en matière d'éducation. Elles fournissent des exemples de bonnes pratiques, des conseils pratiques et des liens vers des références importantes pour chaque sujet afin d'atténuer l'impact des fermetures d'écoles.

Les notes thématiques couvrent plusieurs sujets dans neuf domaines thématiques, à savoir : la santé et le bien-être ; la continuité d'apprentissage et d'enseignement ; égalité et égalité des genres ; enseigner et apprendre ; enseignement supérieur et EFTP ; éducation et culture ; politique et planification de l'éducation ; populations vulnérables, ainsi que l'éducation à la citoyenneté mondiale et l'éducation au développement durable.

Elles sont rédigées collectivement par des collègues de l'UNESCO de différentes régions du monde, qui sont des spécialistes des questions d'éducation. **La présente fiche a été élaborée par la Section de la politique éducative et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPE – Paris et Dakar).**

## Rester en contact

### Réponse du Secteur de l'éducation de l'UNESCO face au Covid-19



COVID19taskforce@unesco.org



<https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>



@UNESCO\_fr



@UNESCOfr